

**3 mai 1971, Montréal**

**Assemblée générale annuelle de la Division du Québec de l'Association des manufacturiers canadiens**

Votre association célèbre cette année le centenaire de sa fondation. Je viens donc au nom du gouvernement du Québec vous dire tout le plaisir que j'ai à être parmi vous et combien le Québec apprécie la contribution de votre association à ses objectifs de croissance économique.

Le développement économique demeure la grande priorité du gouvernement. Ce n'est sûrement pas la difficulté de la tâche à accomplir qui nous fera reculer. Bien au contraire, les obstacles que nous pouvons rencontrer sur la voie que nous avons choisie augmentent notre détermination, notre volonté de réussir. Nous devons relancer l'économie du Québec, c'est la condition essentielle du progrès social, culturel et politique du Québec. Votre réunion annuelle me fournit l'occasion de réaffirmer la politique que le gouvernement suit pour atteindre les objectifs qu'il s'est fixés, soit un taux de croissance plus rapide, une régression du chômage, une hausse du niveau de vie, une juste volonté de réussir.

Ce n'est pas à des hommes d'affaires qu'il faut prouver la nécessité d'une relance économique au Québec. Je citerai seulement quelques chiffres pour en faire voir l'évidence. Les investissements au Québec, entre 1950 et 1965, se sont maintenus à un niveau constant par rapport à l'Ontario et à l'ensemble du pays. Ils ont atteint leur plus haut point en 1964 avec 75.5 % des investissements ontariens et 25.8 % des investissements canadiens. A partir de 1965, nous assistons à une baisse d'une inquiétante constance: en 1970, les investissements au Québec ne sont plus que 48.3 % de ceux de l'Ontario et 19.2 % de ceux du Canada. De 1950 à 1970, le Québec a investi une large part de son capital dans les services, privant ainsi le secteur secondaire de fonds considérables; cela explique que le Québec est la province comptant le plus haut pourcentage de sa main-d'œuvre active engagée dans le secteur des services.

Le ralentissement de la vie économique a entraîné un freinage correspondant de l'accroissement démographique. Au cours des dernières années le Québec a cessé d'être un pays d'immigration et il est sur le point d'en devenir une d'émigration. La baisse du taux de natalité, jointe à un mouvement migratoire négatif, nous fait aboutir à une situation qui pourrait devenir sérieuse sur le plan économique si elle n'est pas immédiatement corrigée. Ce qu'il nous fait faire, c'est de renverser le mouvement: Il faut créer des emplois, résorber le chômage, ouvrir des débouchés à une jeunesse plus instruite et facilement impatiente, accroître la capacité concurrentielle des producteurs québécois. Les facteurs de relance économique Le dynamisme de la population.

Commençons, si vous le voulez bien, par revoir quelques-unes des règles du jeu. Nous vivons dans une société où la liberté d'initiative des individus n'est limitée que par les exigences du

bien public et l'obligation pour chacun de respecter le droit des autres. N'importe qui, n'importe quand et presque n'importe où est libre de se livrer à des activités de commerce et d'industrie. Dans une telle société, le rythme des affaires peut être le reflet du dynamisme et de la créativité d'une population. Quelles que soient les incitations financières, fiscales, législatives auxquelles les gouvernements ont recours pour pousser les hommes à être plus entreprenants, si nous manquons d'imagination, de jugement, d'ambition, de goût du risque, c'est peine perdue. Autrefois les pays étaient riches parce qu'ils regorgeaient de richesses naturelles; aujourd'hui, avec la technologie avancée et les transports et communications faciles, c'est ce que les hommes ont ou n'ont pas dans le cœur et dans la tête qui fait leur prospérité ou leur misère. A l'origine de toutes les grandes aventures commerciales, industrielles et financières qui marquent le progrès des deux derniers siècles, vous trouvez toujours un ou quelques hommes qui ont osé et qui, ayant osé, ont persévéré. Qu'ils portent le nom de Henry Ford ou Armand Bombardier, ces hommes exceptionnels ont jalonné de leurs succès le cheminement des sociétés dans lesquelles ils ont déployé leur activité.

Je dis ces choses parce que je voudrais que vous, producteurs de biens matériels, soyez conscients que la relance économique du Québec est impossible sans vous. Vous et tous ceux qui, ayant une idée, auront l'audace de la réaliser. Vous voulez que le Québec accède vraiment au rang d'une société industrielle avancée, vous voulez d'une société québécoise équilibrée, vous avez comme entrepreneurs une responsabilité très grande et personne ne peut pour vous assumer cette responsabilité.

Quand je fais appel aux investisseurs privés pour développer le Québec, je pense évidemment à vos besoins considérables en capitaux, je pense aussi au potentiel d'imagination, de savoir-faire, de dextérité naturelle, d'astuce commerciale et industrielle que tout investisseur apporte avec lui. Ce [« know how »] ne se chiffre pas, il compte en fait beaucoup plus que les millions eux-mêmes.

C'est cela qu'il nous faut comprendre au Québec. Une société québécoise véritablement ouverte sur le monde moderne, ne peut pas se priver des connaissances, des idées et de l'expérience de ceux-là qui ont ici au Québec ou ailleurs dans le monde prouvé hors de tout doute l'efficacité de leur technique et de leur « management ».

## Les capitaux

Des capitaux privés, il en faut d'ici et d'ailleurs. Et ces capitaux, risqués dans des conditions définies d'avance, ont droit de recevoir leur récompense ou leur châtement, c'est-à-dire des profits ou des pertes. Certains poussent des hauts cris quand ils voient que des étrangers investissent chez nous. Leurs commentaires témoignent presque toujours d'une méconnaissance profonde du fonctionnement d'une société industrielle et surtout, ce qui est plus grave, des données de fait de la réalité économique du Québec. Les ressources financières de l'État sont limitées; même si notre épargne est importante, nous n'investissons pas suffisamment dans des secteurs productifs.

On peut évidemment choisir d'augmenter le fardeau fiscal, mais alors la question qu'il faut se poser est la suivante. Le pouvons-nous vraiment? On peut opérer une réorientation de nos affectations budgétaires pour accroître le volume de nos investissements publics. N'oublions pas toutefois que cela ne se fait pas facilement – 75 % de notre budget est consacré aux fins d'éducation, d'assistance et de sécurité sociale. On peut accroître le volume de notre épargne. Le voulons-nous vraiment? Acceptons-nous facilement de couper nos dépenses de consommation pour ensuite investir ces sommes dans l'industrie?

Il nous faut répondre à ces questions. Et même si au niveau de l'État nous parvenions à augmenter nos ressources financières, à accroître notre efficacité et notre productivité pour dégager des sommes additionnelles pour la relance économique, même si au niveau individuel, nous décidions d'investir davantage dans l'activité industrielle et commerciale du Québec, nous ne pourrions nous passer des capitaux étrangers pour atteindre d'une façon raisonnable le plein emploi, hausser notre niveau de vie et diminuer l'écart entre les riches et les pauvres.

Et même si nous pouvions nous passer de capitaux étrangers, ce serait une erreur de le faire parce qu'alors nous nous priverions des avantages technologiques et administratifs considérables dont nous bénéficions toujours lorsqu'un industriel étranger choisit de venir chez nous.

Alors à défaut du système idéal qui existe dans les livres mais non dans la vie réelle, nous préférons une politique économique d'ouverture car nous sommes convaincus que l'entreprise industrielle et commerciale demeure l'un des moteurs principaux de l'activité économique.

### Le rôle de l'État

Semblables en cela à l'ensemble de la population, vous aspirez à la stabilité politique et à la paix sociale. Et en cela, le gouvernement que je dirige entend assumer sa responsabilité. Les moments difficiles que nous avons traversés depuis un an n'ont en rien entamé notre attachement indéfectible aux valeurs démocratiques de notre société. La stabilité politique n'interdit en rien la discussion, voire la contestation. La liberté des hommes est illusoire sans la libre circulation des idées; c'est par la tête que les hommes commencent à être libres. Mais la violence sous toutes ses formes, dans la rue et dans les assemblées, dans les écoles et dans les entreprises, qu'elle soit l'expression d'une idéologie ou l'aboutissement d'un conflit d'intérêts, n'a pas de place dans une société d'hommes civilisés. Nous voulons être accueillants à toutes les expressions d'opinion et nous montrer prêts à examiner les solutions qu'on nous propose, mais il faut qu'on sache également que c'est l'Assemblée nationale qui est souveraine et que c'est le gouvernement qui est investi de l'autorité légitime et qui a à répondre de ses actes devant le peuple.

Le gouvernement doit maintenir l'ordre et tenir en échec les éléments qui s'emploient à le détruire. Mais là ne se limite pas sa responsabilité. Il doit faire davantage; il doit créer une société dans laquelle les citoyens puissent bénéficier de conditions économiques, sociales et culturelles acceptables. La société idéale n'existe pas. Le niveau de la guerre, les soins médicaux et hospitaliers sont gratuits, les mesures d'assistance et de sécurité sociales sont de plus en plus nombreuses, l'éducation est accessible à tous, les vacances et les voyages ne sont plus un privilège de riches, l'automobile est à la portée de toutes les bourses, et malgré cela, nous le savons, nous avons toujours de pressants besoins à satisfaire.

Il y a des tensions dans nos sociétés modernes. Ces tensions, elles existent autant dans les sociétés socialistes que dans les nôtres, avec cette différence soulèvements comme ceux qui se sont produits, en 1956 en Hongrie, en 1968 en Tchécoslovaquie, en 1970 en Pologne. Au niveau de l'entreprise industrielle, ces tensions, ces insatisfactions des employés parfois par la grève. En 1970, le secteur privé du Québec a connu peu de conflits majeurs; en fait, la situation du Québec fut l'une des meilleures au pays. Sans avoir atteint à la paix industrielle, objectif impossible à réaliser dans une société de libre concurrence, nous nous acheminons vers un certain équilibre des forces en présence. Au cours des dernières années, certaines lois ont pu bouleverser le climat de nos relations industrielles; à l'expérience, la situation semble cependant devoir se stabiliser. De même, nous avons mis l'accent dans nos législations et nos mesures administratives sur l'éducation, le culturel et le social.

Il nous est toutefois apparu que pour l'efficacité elle-même de toutes ces mesures, il fallait concentrer nos efforts sur le développement économique du Québec, sur une politique plus vigoureuse de production de la richesse dans notre milieu. Nous avons, je pense, au cours des douze derniers mois réalisé un changement majeur dans les priorités gouvernementales. Les besoins des citoyens québécois l'exigeaient, nous avons d'ailleurs été élus pour cela, et c'est ce à quoi nous nous appliquons.

### Le plein emploi

Pour ramener le chômage à un niveau acceptable tout en augmentant la productivité, le Québec a besoin d'accroître sensiblement ses investissements publics et privés. Ceux-ci devront atteindre une moyenne annuelle de \$5,7 milliards durant la période 1971-76, ce qui représente une hausse considérable sur les \$3,3 milliards des cinq dernières années. Ce qu'il nous faut surtout, c'est une industrie primaire qui mette en valeur les richesses naturelles que nous avons, et surtout une industrie secondaire plus agressive et plus concurrentielle animée de l'ambition de vendre ses produits partout au Canada, en Amérique, dans le monde entier.

En vue de trouver les capitaux dont nous avons besoin et d'inviter les investisseurs à élire domicile au Québec, je suis allé à New-York d'abord, puis j'ai fait la tournée de cinq pays

européens durant les dernières semaines. Partout, j'ai tenu le même langage: Québec est une terre d'avenir, venez vous y installer, vous y serez bien accueillis.

Il convenait sans doute de finir cette tournée des capitales en s'adressant à ceux qui sont déjà installés chez nous, qui y ont des usines, des services techniques et commerciaux. Les membres de votre Association connaissent le Québec. Ils savent que le climat économique est sain, notre population aspire à la tranquillité, la main-d'œuvre est laborieuse et de plus en plus compétente, les jeunes cadres reçoivent une préparation plus poussée, les services de santé, d'éducation, de loisirs se comparent à ce qu'il y a de meilleur »au Canada. Vos membres savent cela et je suis confiant qu'ils sont prêts à collaborer à l'effort que nous faisons pour relancer le Québec sur la voie du progrès.

#### La hausse de la productivité

La productivité de l'industrie québécoise est inférieure à celle de l'Ontario, à la fois par travailleur et par capital engagé. Ce n'est pas parce les patrons du Québec sont moins progressifs ni que les travailleurs sont moins bons. La raison fondamentale, que l'industrie québécoise se consacre davantage à la production de biens de consommation qu'à celle de biens d'équipement: beaucoup de textile, de confection, de meubles, de chaussure, et moins d'acier, de mécanique, de matériel de transport. Sans nier l'apport irremplaçable de l'industrie légère à l'activité économique de la province, nous désirons favoriser la croissance d'une industrie lourde et techniquement avancée, où l'investissement et la production par homme sont élevés. Cette orientation nouvelle sur laquelle reposent nos récentes législations d'aide au développement industriel aura pour effet d'élever le niveau de vie des travailleurs, d'accroître les profits et par conséquent l'autofinancement, d'élargir les marchés à la taille du continent. Grâce à cette voie de communication merveilleuse qu'est le Fleuve Saint-Laurent, le Québec est placé à un point stratégique du continent nord-américain; la Voie Maritime lui ouvre tout l' »interland », alors que la navigation d'hiver lui donne accès douze mois par année aux sept mers du globe.

Messieurs, voilà quelques-unes des réflexions que je voulais vous livrer au retour des contacts que j'ai eus depuis un mois avec les hommes d'affaires des deux continents. Jetez un coup d'œil sur la carte de l'Amérique du Nord et vous verrez que les deux rives du Saint-Laurent entre Montréal et Sept-Îles ont une vocation naturelle pour l'industrie lourde: les matières premières peuvent y arriver du monde entier et repartir dans toutes les directions sous forme de produits ouvrés. La vallée du Saint-Laurent est destinée à plus ou moins brève échéance à se transformer en une vallée du Rhin ou un corridor Hokafdo. N'attendons pas que ce soit les Japonais ou les Allemands qui viennent nous révéler l'existence de cette immense richesse. Prenons-en conscience et faisons-le nous-mêmes.